

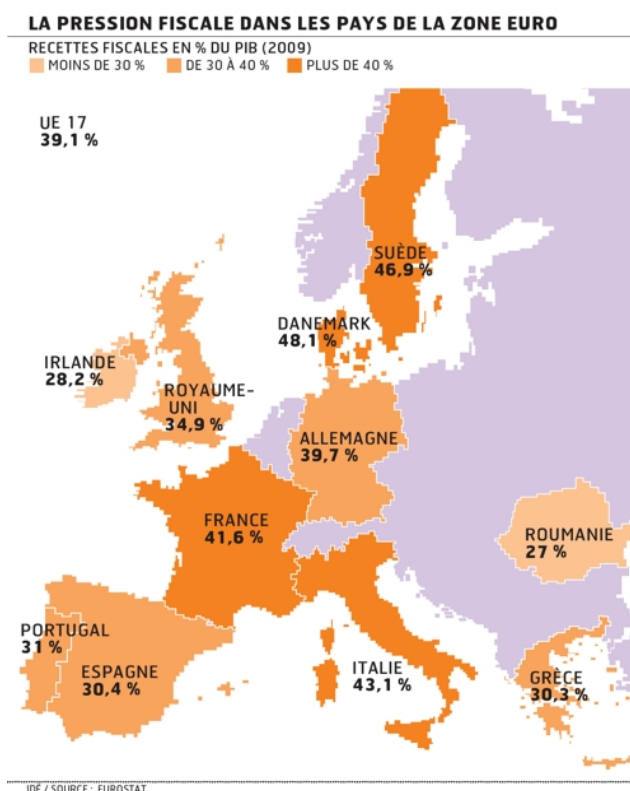
Document

La moitié des pays européens ont relevé leur taux de TVA depuis 2008

(lesechos.fr)

05.07.11

Pour faire face à la récession, de nombreux pays européens ont revu leur politique fiscale. En ligne de mire des gouvernements, la TVA, dont le taux a été révisé dans 13 pays depuis le début de la crise.



La crise a quelque peu chamboulé le paysage fiscal en Europe. Afin de réduire leur déficit budgétaire, plus d'une dizaine de pays ont décidé de relever leur taux de TVA, qui progressait lentement depuis le début du millénaire. « *Le taux standard moyen s'est fortement accru dans l'Union européenne, passant de 19,4 % en 2008 à 20,7 %* » cette année, indique l'agence Eurostat dans une récente étude. Pour la zone euro, le taux est passé de 17,7 % à 18,3 %. Les hausses les plus marquantes ont été enregistrées en Hongrie et en Roumanie (+ 5 points de pourcentage), en Grèce (+ 4 points), au Royaume-Uni (2,5 points), en Espagne et en Estonie (+ 2 points chacun).

Aujourd'hui, c'est à Chypre et au Luxembourg que l'on observe les taux de TVA les plus bas (15 %) tandis que le Danemark et la Suède imposent à 25 % leur consommation.

L'édition 2011 de la publication « Taxation Trends in the European Union » révèle aussi que la charge fiscale globale observée dans la zone euro s'est rétractée, passant de 39,7 % du PIB en 2008 à 39,1 % un an plus tard. « *Un recul qui ne provient pas d'une baisse des impôts, mais bien d'une baisse du PIB dans l'Union européenne, qui a chuté de 4,3 % entre ces deux années* », poursuit Eurostat. Depuis l'an 2000, la charge fiscale observée dans l'Union a reculé de 2,1 points, un peu plus encore dans la zone euro.

Malgré cela, la pression fiscale dans les pays de la zone euro reste l'une des plus élevées au monde et dépasse de plus d'un tiers celle des Etats-Unis ou du Japon. En outre, elle cache de grandes disparités puisque certains pays comme l'Irlande ou la Slovaquie bénéficient d'une pression fiscale inférieure à 30 % alors que le Danemark ou la Suède ne sont pas loin de taxer la moitié de leur produit intérieur brut (leur charge fiscale respective est de 48,1 % et 46,9 %). La France se situe à mi-chemin avec un ratio de 41,6 % en 2009, supérieur à celui de l'Allemagne (39,7 %). A noter qu'en Grèce, durant les « années fastes » de la croissance - 2000-2009 -, ce ratio, loin de s'accroître avec l'endettement, avait été ramené de 34,6 % à 30,3 %.

Les experts d'Eurostat rappellent par ailleurs que l'imposition du travail est la principale source de recettes fiscales dans l'Union européenne, représentant près de la moitié du total des recettes. Suivent les taxes sur la consommation, qui comptent pour environ un tiers des recettes et enfin l'imposition du capital, qui n'en couvre qu'un peu moins d'un cinquième. Là encore, la diversité des situations étonne. Le travail est très fortement imposé en Belgique (41,5 %), dans les pays scandinaves ainsi qu'en France (41,1 %) et en Italie (42,6 %). Le capital est taxé autour de 40 % au Danemark, en Italie et au Royaume-Uni, et aux environs de 20 % en Allemagne, aux Pays-Bas et en Slovaquie. L'harmonisation fiscale chère au président français, Nicolas Sarkozy, a de beaux jours devant elle.